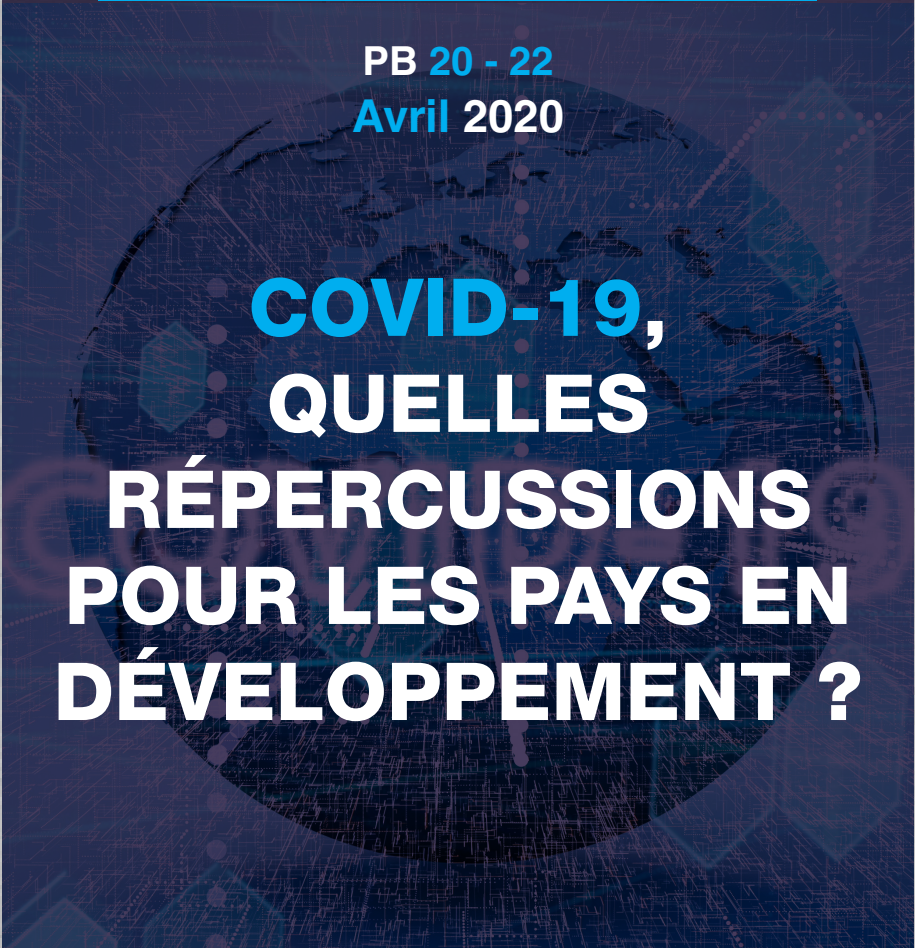




# POLICY BRIEF

PB 20 - 22

Avril 2020



## COVID-19, QUELLES RÉPERCUSSIONS POUR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ?

Par Hamza Saoudi

# Covid-19, quelles répercussions pour les pays en développement ?

## Résumé

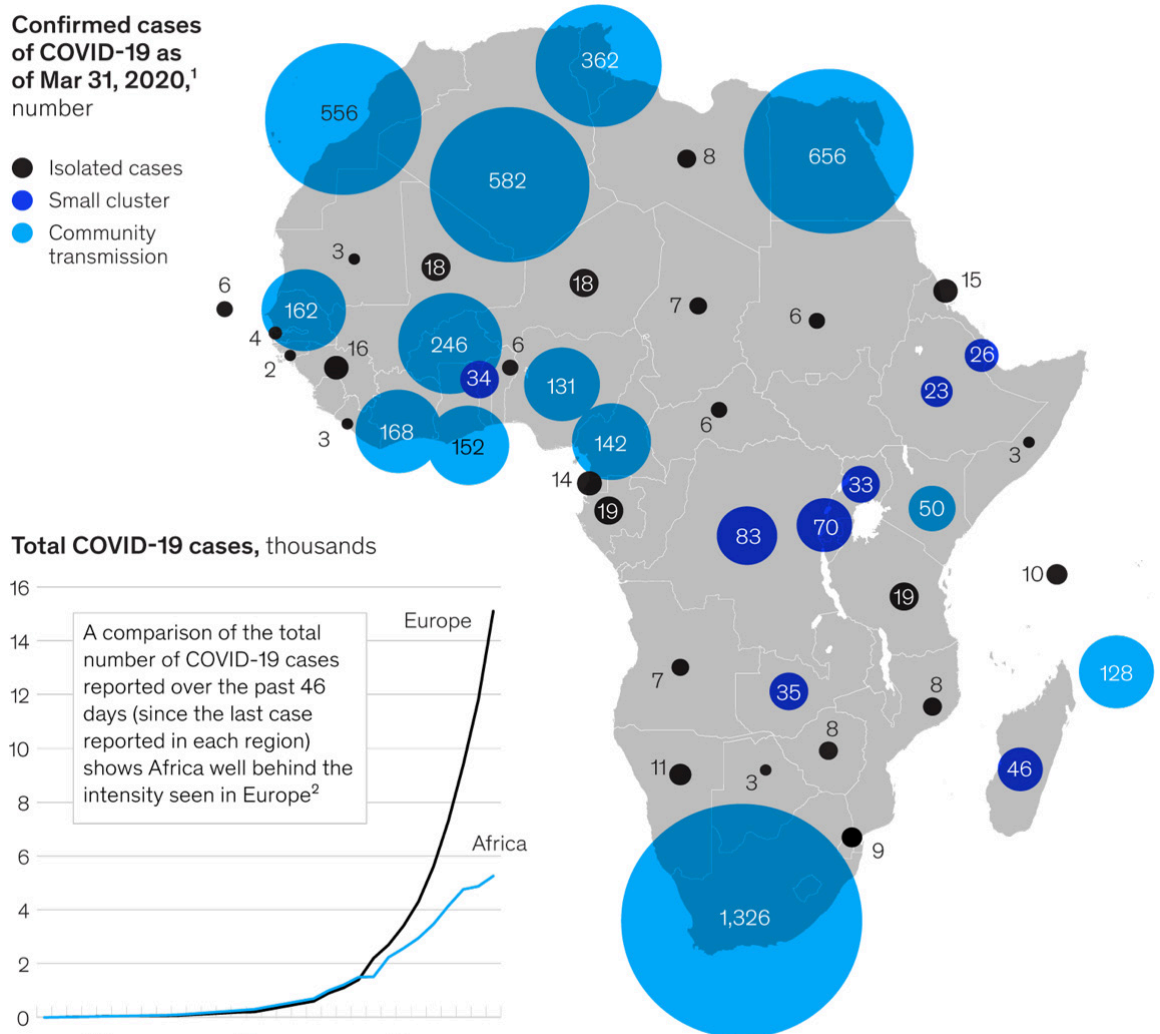
La crise engendrée par le COVID-19 a bouleversé l'ordre de l'économie mondiale. Elle montre à quel point les économies sont très interdépendantes, vulnérables et ne sont pas préparées à faire face à un choc sanitaire de cette ampleur. Même les pays développés et les grandes puissances économiques mondiales en ont été très négativement impactés. Cependant, l'impact de cette pandémie est à géométrie variable et son issue dépendra de la capacité des Etats à réagir et à y faire face le plus tôt possible.

Ce qu'il faut souligner c'est que certains pays en développement, en particulier les pays pauvres, n'ont pas suffisamment de marge de manœuvre et de capacité budgétaire pour faire face à une propagation aigue de ce virus et ne peuvent pas supporter des pressions croissantes sur de longues périodes sur leurs systèmes de santé qui sont déjà très fragiles, voire rudimentaires dans certains cas. Il est très important pour ces pays, qui ne sont pas encore très impactés par cette pandémie, de prendre des mesures urgentes. Une intervention et un appui supplémentaires de la communauté internationale sont cruciaux.

La crise sanitaire engendrée par la propagation du COVID-19 a bouleversé l'ordre de toute l'économie mondiale, a eu un impact très négatif sur plusieurs pays et a causé plusieurs milliers de morts. Le nombre total des contaminations continue d'augmenter de façon exponentielle dans plusieurs pays à travers le monde, en dépassant la barre de 1 million de personnes contaminées, les décès causés par le Coronavirus sont au niveau global de l'ordre de 52 800, selon les dernières statistiques officielles du 02 avril 2020 disponibles à 21h20 GMT. Si les contaminations continuent d'augmenter dans plusieurs pays du nord, la situation n'est pour le moment pas très critique dans le monde en développement, notamment dans les pays africains (Figure 1).

Figure 1 : Le nombre de cas\* COVID-19 confirmés en Afrique

\*il s'agit du nombre de cas enregistrés au 31-mars 2020



Source : McKinsey, 2020<sup>1</sup>

Cependant, il reste crucial pour les pays en développement qui ne sont pas encore très impactés par cette pandémie de prendre des mesures efficaces et urgentes avant qu'il ne soit trop tard. Comme l'ont déjà souligné plusieurs économistes et institutions internationales<sup>2</sup>, cette crise aura un impact très négatif sur la croissance économique mondiale dont l'ampleur dépendra de la gestion qui en sera faite les prochaines semaines, voire les mois à venir.

Il est important de noter que cette crise a eu et aura des répercussions très importantes à la fois sur le plan politique, géopolitique, sécuritaire et social durant et post covid-19. Cette crise montre, encore une fois, à quel point les économies sont très interdépendantes, vulnérables et ne sont pas préparées pour faire face à un choc sanitaire de ce genre.

1. <https://www.mckinsey.com/featured-insights/middle-east-and-africa/tackling-covid-19-in-africa>  
 2. Voir comme exemple le rapport de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE) sur le coronavirus intitulé : « Coronavirus : l'économie mondiale menacée »

Même les pays, développés et les grandes puissances économiques mondiales ont été très négativement impactés. Toutefois, l'impact de cette crise est à géométrie variable et dépendra de la capacité des gouvernements et des Etats à réagir et à faire face à cette crise le plus tôt possible.

Ce qu'il faut souligner c'est que certains pays en développement, surtout les pays fragiles, n'ont pas suffisamment de marge de manœuvre et de capacités budgétaires pour faire face à une propagation aigüe de ce virus et ne peuvent pas supporter des pressions croissantes sur de longues périodes sur leurs systèmes de santé qui sont déjà très fragiles.

## Impact du Covid-19 sur la stabilité macroéconomique

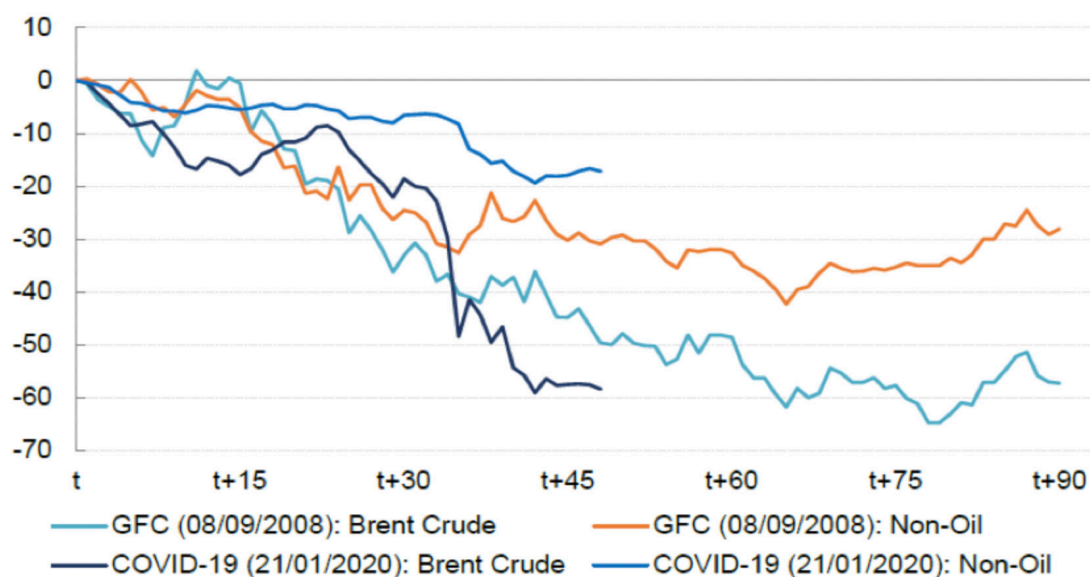
Cette section offre une brève analyse des canaux de transmission par lesquels le Covid-19 pourrait avoir un impact très négatif sur les équilibres budgétaires et financiers des pays en développement. Le premier canal est celui relatif à des besoins d'investissements futurs dans l'achat d'équipements de soins de santé qui seront motivés par une propagation éventuelle du virus dans plusieurs pays. Ces besoins en investissements pourraient aggraver le déficit de la balance de paiement de plusieurs pays, et l'ampleur de cet impact dépendra de l'amplitude de la propagation du virus et de la capacité des gouvernements à bien gérer et à répondre à cette propagation.

Plusieurs pays qui, à ce stade, ne sont pas encore très touchés par le virus peuvent se trouver obligés de recourir à une politique de confinement stricte, ce qui est d'ailleurs le cas de plusieurs pays en développement. Cette politique conduirait à l'arrêt d'une grande partie de l'activité économique et, par la suite, à une baisse des recettes fiscales. Par ailleurs, la baisse de l'activité économique engendrera des pertes d'emplois dans différents secteurs (touristique, services, informel, TPME, ...). Par conséquent, cela pourrait engendrer des tensions sociales et demanderait aux gouvernements dans les différents pays d'agir à la fois pour protéger les Petites et les Moyennes Entreprises (PME) qui sont le premier employeur dans plusieurs pays en développement<sup>3</sup> et pour soutenir les populations oeuvrant dans le secteur informel qui vont se trouver, d'un jour à l'autre, sans source de revenus et ne pourront pas subvenir au minimum vital de leurs besoins de consommation. Ce qui exercerait une pression supplémentaire sur les équilibres budgétaires des Etats.

Par ailleurs, la baisse de la demande internationale, ajoutée à celle des prix des matières premières, et l'effondrement des prix du pétrole exerceront également des pressions sur les réserves de devises de plusieurs pays concernés.

---

3. Il est important de noter que les PME permettent de créer les deux tiers des emplois formels dans les pays en développement et jusqu'à 80 % pour les pays à faible revenu ([https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS\\_218254/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_218254/lang--fr/index.htm))



Source: UNCTAD secretariat calculations based on Thomson Reuters Eikon.

Table 1 : World primary commodity prices, 2017–2020

(Percentage change over previous year)

|                   | 2017  | 2018  | 2019 | 2020* |
|-------------------|-------|-------|------|-------|
| All commodity     | 11,1  | -15,4 | 16,5 | -37,3 |
| Energy            | 12,3  | -20,9 | 24,2 | -55,1 |
| Industrial metals | 31,0  | -19,0 | 1,5  | -18,4 |
| Aluminum          | 34,1  | -19,0 | -1,9 | -15,1 |
| Copper            | 30,8  | -17,5 | 3,4  | -21,3 |
| Lead              | 23,8  | -18,6 | -4,8 | -14,6 |
| Nickel            | 27,5  | -16,4 | 31,4 | -19,5 |
| Zinc              | 29,6  | -25,6 | -8,0 | -19,4 |
| Precious metals   | 12,9  | -2,9  | 18,5 | 5,0   |
| Gold              | 13,7  | -2,1  | 18,9 | 7,3   |
| Silver            | 7,2   | -9,4  | 15,3 | -17,0 |
| Platinum          | 3,6   | -14,7 | 22,1 | -23,7 |
| Agriculture       | -3,0  | 0,6   | 6,3  | -6,8  |
| Cocoa             | -11,0 | 27,7  | 5,1  | -11,5 |
| Coffee            | -7,9  | -19,3 | 27,3 | 0,2   |
| Corn              | -0,4  | 6,9   | 3,4  | -10,1 |
| Cotton            | 11,3  | -8,2  | -4,4 | -22,6 |
| Soybeans          | -4,2  | -6,9  | 6,8  | -7,7  |
| Sugar             | -22,3 | -20,6 | 11,6 | -15,0 |
| Wheat             | 4,1   | 16,8  | 7,7  | 3,6   |
| Livestock         | 7,2   | -3,0  | 5,0  | -14,7 |

Source: UNCTAD Secretariat calculations, based on GSCI spot indices.

\*Note: Data for 2020 refer to year-to-date growth rate as of 25 March 2020.

Un autre canal par lequel cette crise sanitaire impactera les équilibres financiers dans plusieurs pays en développement est la sortie et la fuite des devises étrangères et des capitaux des pays émergents vers les zones sûres (euro et dollar) et qui pourraient également déclencher une dépréciation de la monnaie de plusieurs pays. Selon le Fonds monétaire international (FMI)<sup>4</sup>, les investisseurs ont déjà retiré 83 milliards de dollars des pays émergents, ce qui constitue la plus grande sortie de capitaux jamais enregistrée.

D'un autre côté, la baisse de l'activité économique et les pertes d'emplois parmi les diasporas dans les pays développés peuvent impacter leurs envois de fonds qui, généralement, constituent une source importante d'entrées de devises. Ce qui impacterait par la suite les réserves de devises dans plusieurs pays.

Il est à noter également que plusieurs économies en développement n'ont pas suffisamment de marge de manœuvre et ne pourront pas supporter un arrêt total de leur économie, ou tout au moins son ralentissement, sur une longue période. Par conséquent, cela peut poser un risque de surendettement de plusieurs pays et avoir des conséquences sur la soutenabilité de la dette en cas d'augmentation future du service de la dette et aura, par conséquent, des répercussions très négatives à moyen et à long termes.

## **Impact dévastateur sur les populations pauvres !**

Le plus inquiétant d'un point de vue d'équité et de stabilité est l'impact de cette crise sanitaire sur les populations les plus pauvres et les plus vulnérables. L'absence de filets de sécurité sociale et d'assurance-chômage dans le monde en développement aggravera la situation de plusieurs familles de la classe ouvrière ainsi que les travailleurs de l'informel et dans les PME qui vont se trouver du jour au lendemain sans aucun emploi (Saoudi, 2019). De plus, vu l'incapacité des familles pauvres à épargner dans les périodes favorables du cycle économique, celles-ci ne pourront pas supporter un confinement total sur une longue période sans aucun appui des gouvernements et des personnes les mieux nanties de leur pays.

La faiblesse et le retard d'appui aux ménages les plus défavorisés pourraient augmenter les tensions sociales et rendre inefficace la seule solution disponible à ce jour pour faire face à cette crise, à savoir la distanciation. Il est important de souligner que cette politique reste difficile dans des pays pauvres, denses en population, et qui n'ont pas suffisamment d'infrastructures sanitaires et n'ont même pas un accès à l'eau potable, compromettant également les mesures d'hygiène recommandées.

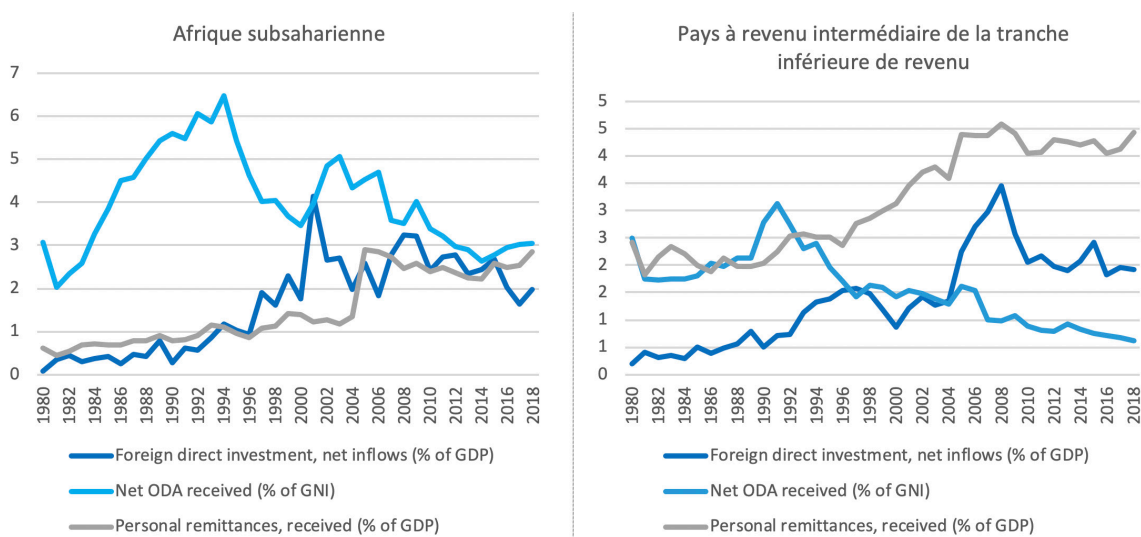
Par ailleurs, vu que les jeunes dans certains pays pauvres ont des systèmes immunitaires très fragiles à cause de la malnutrition, même si le virus semble, selon les experts de santé, toucher davantage les personnes âgées, il peut être nocif pour cette catégorie de population.

---

4. <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2020/03/23/pr2098-imf-managing-director-statement-following-a-g20-ministerial-call-on-the-coronavirus-emergency>

Un autre canal par lequel cette crise sanitaire aura des répercussions sur les familles pauvres dans les pays en développement est celui des transferts des ménages de leurs communautés respectives résidant à l'étranger. Les envois de fonds jouent un rôle très important dans le monde en développement et constituent, généralement, un filet de sécurité sociale pour plusieurs familles dans le monde en développement. Ces transferts peuvent s'effondrer en cas de pertes d'emploi des travailleurs étrangers.

Figure 2 : Evolution des IDE, transferts des migrants et l'aide au développement en Afrique subsaharienne et dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure



Source : Calculs de l'auteur, WDI, 2020

Un autre risque qui est envisageable et qu'il faut à tout point essayer d'éviter, est qu'à tout ceci viennent s'ajouter des tensions commerciales qui peuvent perturber les chaînes de transmission des denrées alimentaires, ce qui pourrait être très grave pour certains pays pauvres qui en sont dépendants.

## Le monde n'a pas été préparé à faire face à une telle crise !

Si la crise actuelle a pu déstabiliser même les plus grandes puissances économiques mondiales et a montré la vulnérabilité et l'immense difficulté de plusieurs pays développés à y faire face, même ceux disposant de systèmes et d'infrastructures de santé développés, les pays en développement, en particulier les plus pauvres d'entre eux, n'auront aucune chance et aucune capacité pour faire face à une propagation de grande ampleur du Coronavirus sur leurs territoires. Le respect total des mesures menées et fixées par les gouvernements et également le respect des mesures de prévention sanitaire, telles que proposées par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), sont cruciaux.

Il est important de saluer l'effort de plusieurs pays en développement, notamment africains, qui ont bien évalué au bon moment leurs limites et incapacités à faire face au

virus et ont pu adopter des mesures préventives drastiques. Ces mesures comprennent la fermeture totale des frontières, la suspension des liaisons aériennes, le confinement strict et obligatoire, l'annulation des cours (écoles, collèges, lycées, universités etc.), la démobilitation partielle de la main-d'œuvre, la fermeture des lieux de cultes, des restaurants ... toutes ces mesures sont très essentielles pour la maîtrise d'une éventuelle propagation du virus. En effet, la Chine est un bon exemple à suivre et qui montre comment le respect absolu des mesures de confinement total par toute la population a été une clé de la réussite de la maîtrise de la propagation du virus. C'est l'un des pays qui ont pu maîtriser et réduire très significativement le nombre de cas contaminés. A noter que le nombre de cas de contaminés a pu chuter de plus de 80 000 cas à moins de 1900 cas au jour de rédaction de ces lignes.

Tous les pays, a fortiori les pauvres d'entre eux, doivent apprendre de cette expérience. Mais ce qu'il est important de souligner, c'est que cette stratégie de confinement total n'est pas suffisante, en ne permettant pas aux dits pays de soutenir à la fois les entreprises pour ne pas faire faillite et les ménages pauvres dont des membres perdent leur emploi. Ceci est à la fois valable sur le plan macroéconomique et également sur le plan individuel, car plusieurs ménages pauvres ne peuvent pas rester chez eux sans ressources financières pour assurer leur consommation minimale vitale. Par ailleurs, les déficits budgétaires du compte courant et les niveaux élevés de dette contraignent plusieurs pays.

## **Agir vite avant qu'il ne soit trop tard !**

Bien qu'aucun pays au monde ne soit à l'abri de l'impact du Covid-19, la vulnérabilité des pays pauvres est accentuée par la faiblesse des marges de manœuvre dont disposent leurs gouvernements pour soutenir le secteur privé et les personnes vulnérables et pauvres qui vont perdre leurs emplois.

Ce qu'il faut souligner, également, c'est que les pays ne peuvent pas tenir durant une longue période de confinement. Plus la durée du confinement est longue, plus l'impact sur le plan économique et budgétaire sera élevé et plus il sera difficile pour les pays pauvres de soutenir des éventuelles politiques d'aide et d'appui aux population les plus défavorisées et plus les risques d'éventuelles crises et instabilité sociale et politique seront élevés. Selon les dernières estimations de l'OCDE<sup>5</sup>, les mesures de confinement strictes et qui sont nécessaires pour ralentir la propagation du COVID-19 entraîneront une perte de 2% de croissance du PIB annuel pour les grandes économies par mois de confinement. L'estimation de l'impact du COVID-19 n'est pas disponible pour les pays en voie de développement, mais il serait également très négatif.

D'où l'urgence d'une coordination et d'une réponse internationales pour appuyer et aider les pays en développement et les plus pauvres dans la lutte contre cette crise pour ne pas mettre en péril tout l'effort mené par plusieurs pays pour atteindre les objectifs de développement durable de 2030 et pour éviter une catastrophe humaine dans les prochains mois. Les pays en développement ne doivent pas attendre l'aide internationale et doivent également agir à leur niveau. Un élan national et un fond social dédié à la gestion de cette crise au niveau de chaque pays à travers la contribution à la

5. Voir la publication de l'OCDE intitulée « Evaluating the initial impact of COVID-19 containment measures on economic activity »



fois des grandes entreprises nationales et également la contribution des personnes les plus riches de la population s'avèrent également cruciaux et très importants.

Un appui urgent aux pays en développement, dont ceux du continent africain, aux niveaux régional et international, doit être rapidement être mis en œuvre. Une coordination internationale et régionale par les gouvernements est également nécessaire pour faire face à un éventuel désastre humain au niveau des pays en développement. Comme l'ont montré les campagnes passées contre la malaria et le VIH, et comme préconisé par le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, il faut un effort mondial coordonné pour faire reculer un fléau mondial.

### **Références :**

- OCDE. 2020. "Coronavirus : l'économie mondiale menacée", publication, OCDE.
- UNCTAD. 2020. "The Covid-19 Shock to Developing Countries: Towards a "whatever it takes" programme for the two-thirds of the world's population being left behind, United nations publication"
- OCDE. 2020. « Evaluating the initial impact of COVID-19 containment measures on economic activity », publication, OCDE.
- Saoudi, Hamza. 2019. "Les cycles économiques ont-ils un effet asymétrique sur le chômage et la pauvreté ? Cas du Maroc," Research Paper, Policy Center for the New South.

## À propos de l'auteur, **Hamza Saoudi**

Hamza SAOUDI est économiste au Policy Center for the New South (PCNS). Il est ingénieur diplômé de l'Institut National de Statistique et d'Economie Appliquée (INSEA). Il travaille actuellement sur des sujets liés aux cycles économiques, au chômage, aux inégalités et à la pauvreté dans les pays en développement. Hamza s'intéresse également aux politiques macroéconomiques de stabilisation, au commerce international et à la croissance et au développement économique à long terme. Avant de rejoindre le Policy Center for the New South, il a contribué à la conception de modèles quantitatifs de gestion des risques de crédit bancaire.

## À propos de **Policy Center for the New South**

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



### Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,  
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : [contact@policycenter.ma](mailto:contact@policycenter.ma)

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : [www.policycenter.ma](http://www.policycenter.ma)